



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le **2^e** JUIL. 2025

Arrêté n° 2025 – 180 MD
portant mise en demeure à l'encontre de la la SAS LES MANDATAIRES en sa qualité de
mandataire judiciaire du site SAS LA D113 sur la commune de Rognac

le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
préfet des Bouches-du-Rhône,
préfet de police des Bouches-du-Rhône

VU le code de l'environnement, en particulier les articles L. 511-1, L. 514-5, L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 171-8, L.541-3, R.512-75-1, R.512-39 et suivants ;

VU le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

VU l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à monsieur Frédéric POISOT, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation n° 98-71/120-96 A du 03/04/1998 autorisant la société anonyme ROCKSON à poursuivre l'exploitation d'une imprimerie à Rognac ;

VU le courrier de la SAS LA D113 du 11 septembre 2023 notifiant le changement de raison sociale du site ;

VU le jugement du tribunal de commerce de Salon-de-Provence du 6 juin 2024 prononçant la liquidation judiciaire avec arrêt immédiat et définitif des activités de la SAS LA D113 et désignant en qualité de mandataire judiciaire en charge de la liquidation la SAS LES MANDATAIRES ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées, faisant suite à l'inspection du 12 mai 2025 ;

CONSIDERANT la transmission contradictoire du 9 juillet 2025 ;

CONSIDERANT l'absence d'observations de la SAS les mandataires ;

CONSIDERANT l'arrêt de l'activité par la société LA D113 suite à sa liquidation judiciaire ;

CONSIDERANT que la SAS LES MANDATAIRES a été désignée en charge de la liquidation de la SAS LA D113 ;

CONSIDERANT que, par courrier du 22/07/2024, la SAS LES MANDATAIRES a notifié au préfet la cessation totale des activités de la SAS LA D113 depuis le 6 juin 2024 ;

CONSIDERANT que, par courrier du 22 juillet 2024, la SAS LES MANDATAIRES a présenté un devis de 106 499,88 € concernant la présence de déchets restants à évacuer de l'activité d'imprimerie ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 15 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que des déchets d'exploitation d'imprimerie sont abandonnés sur le site ;

CONSIDÉRANT que ces déchets d'exploitation d'imprimerie sont compartimentés dans des cuves de 1 m³ pour la plupart et stockés sous un préau dans un endroit dédié, et dans quelques endroits à l'intérieur des bâtiments ;

CONSIDÉRANT que ces déchets représentent :

- en extérieur, empilées sous un préau environ 140 cuves de 1 m³ pouvant contenir en partie des produits chimiques liquides, des prospectus, et environ 20 bidons de 20l pour la plupart d'entre eux vides ;
- en intérieur, environ 80 cuves de 1 m³ pouvant contenir en partie des produits chimiques liquides, des prospectus, des résidus pâteux, des papiers et cartons souillés, réparties dans différents endroits de l'ancienne usine ;

CONSIDÉRANT que ces déchets sont composés de divers résidus de production (liquides non identifiées, résidus pâteux, papier et cartons souillés, brochures d'imprimerie non distribuées, etc) pouvant être classés comme déchets dangereux ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les obligations prévues par le code de l'environnement au titre de la mise en sécurité du site dans son article R.512-39-1 ne sont pas remplies ;

CONSIDÉRANT que les déchets abandonnés peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et peuvent être à l'origine d'une pollution accidentelle des sols, des eaux souterraines et de l'air ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, en mettant en demeure la SAS LES MANDATAIRES de respecter les prescriptions qui lui sont applicables, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

La SAS LES MANDATAIRES, dont le siège social est situé 30 Avenue Henri Malacrida, 13100 Aix-en-Provence, en sa qualité de mandataire judiciaire désigné d'une imprimerie sise RD 113 – 13340 Rognac, est mise en demeure, dans **un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** de respecter les prescriptions des articles R.512-75-1, R.512-39-1 et L.541-3 du code de l'environnement en procédant à l'enlèvement et l'élimination des déchets d'exploitation encore présents sur le site dans les filières adaptées à leur nature.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

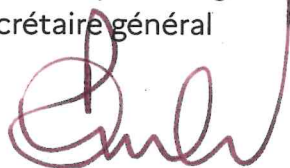
Article 5

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- le maire de Rognac,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Frédéric POISOT